

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 août 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 10 août 2021, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents de l'Allemagne, de la France
et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à notre lettre datée du 18 février 2021 ([S/2021/163](#)), l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni souhaitent appeler l'attention du Conseil de sécurité sur des activités menées récemment par l'Iran qui sont incompatibles avec le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#), concernant le programme de missiles balistiques iranien.

Comme le Conseil de sécurité le sait, le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) dispose ce qui suit :

L'Iran est tenu de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques, jusqu'au huitième anniversaire de la date d'adoption du Plan d'action global commun ou jusqu'à la date de la présentation par l'Agence internationale de l'énergie atomique d'un rapport confirmant la Conclusion élargie, si elle est antérieure.

En évaluant ce qui constitue un « missile balistique conçu pour pouvoir emporter des armes nucléaires », nous avons appliqué les caractéristiques fonctionnelles des systèmes relevant de la catégorie I du Régime de contrôle de la technologie des missiles. Y sont compris les systèmes de roquettes pouvant servir de vecteurs à une charge utile d'au moins 500 kilogrammes d'une portée d'au moins 300 kilomètres, spécifications qui correspondent à la masse minimale reconnue pour une tête nucléaire et à la distance nécessaire pour se protéger après le lancement. On s'accorde depuis longtemps au niveau international à considérer les systèmes relevant de la catégorie I du Régime de contrôle de la technologie des missiles comme étant, parmi les armes capables d'emporter une charge nucléaire, celles qui sont les plus inquiétantes. Ces critères sont largement utilisés par les pays qui ont adhéré au Régime de contrôle de la technologie des missiles et par ceux qui n'y ont pas adhéré, notamment dans le cadre des obligations découlant de la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité. L'expression « conçu pour pouvoir » s'entend, dans ce contexte, comme le fait d'avoir les capacités données par la conception technique, indépendamment de l'intention déclarée.

D'après les médias, le 12 juin 2021, l'Iran a de nouveau procédé à un essai en vol d'un lanceur de satellite ; cette information n'a pas été rendue publique par les autorités iraniennes.



Dans son rapport final daté du 4 juin 2012 (S/2012/395, par. 87), le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité avait noté ce qui suit : « Le Groupe d'experts est convenu que les programmes de missiles balistiques et de lanceurs spatiaux partagent un grand nombre d'équipements et de technologies, notamment les systèmes de propulsion, de contrôle et de navigation. » Les technologies et essais nécessaires à la conception, à la fabrication et au lancement d'un lanceur de satellites sont étroitement liées à celles qui servent à la mise au point d'un missile balistique de longue portée ou d'un missile balistique intercontinental, à savoir des systèmes relevant de la catégorie I du Régime de contrôle de la technologie des missiles. Les lancements de lanceurs de satellites effectués permettent à l'Iran de disposer de résultats empiriques qu'il peut mettre à profit pour optimiser ses capacités de mise au point de ces systèmes de missiles. Nous estimons donc que les lancements de lanceurs de satellites sont assimilables à des « tirs recourant à la technologie des missiles balistiques » au sens du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015).

À la lumière de ces éléments, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord affirment une nouvelle fois leur ferme conviction que les activités précitées sont incompatibles avec les dispositions du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015). Ils s'inquiètent en particulier de ce que ces tirs, qui font suite aux activités visées dans les lettres de novembre et décembre 2018, de février, mars et novembre 2019, de juin 2020 et de février 2021, dénotent une tendance persistante, de la part de l'Iran, à faire avancer ses capacités de missiles balistiques, et ce malgré les dispositions de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Nous prions le Secrétaire général de bien vouloir de nouveau en rendre compte intégralement et en détail dans son prochain rapport sur cette résolution.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Barbara **Woodward**

La Chargée d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la France
(Signé) Nathalie **Broadhurst**

Le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de l'Allemagne
(Signé) Günter **Sautter**